

Distr.
LIMITEE

E/CN.4/1993/L.11/Add.3
3 mars 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-neuvième session
Point 30 de l'ordre du jour

PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION

Rapporteur : M. Zdzislaw KEDZIA (Pologne)

TABLE DES MATIERES */

<u>Chapitre</u>	<u>Page</u>
II. Résolutions et décisions adoptées par la Commission à sa quarante-neuvième session	
A. <u>Résolutions</u>	
1993/18 Conséquences néfastes, pour la jouissance des droits de l'homme, de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée au régime raciste et colonialiste de l'Afrique du Sud	3
1993/19 Surveillance du passage à la démocratie en Afrique du Sud	6
1993/20 Mesures à prendre pour lutter contre les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée	7

*/ Le document E/CN.4/1993/L.10 et ses additifs contiennent les chapitres du rapport relatifs à l'organisation de la session et aux divers points de l'ordre du jour. Les résolutions et décisions adoptées par la Commission, ainsi que les projets de résolution et de décision appelant une décision du Conseil économique et social et les autres questions intéressant le Conseil, figurent dans le document E/CN.4/1993/L.11 et ses additifs.

TABLE DES MATIERES (suite)

<u>Chapitre</u>		<u>Page</u>
II. (suite)	B. <u>Décisions</u>	
	1993/102 Remerciements adressés à M. Antoine Blanca, secrétaire général adjoint aux droits de l'homme, en reconnaissance des services rendus	11

A. Résolutions

1993/18. Conséquences néfastes, pour la jouissance des droits de l'homme, de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée au régime raciste et colonialiste de l'Afrique du Sud

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant toutes les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et, en particulier, la résolution S-16/1 renfermant la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe, qui a été adoptée par voie de consensus le 14 décembre 1989, et les résolutions 45/176 A et 46/79 A adoptées de même, respectivement les 19 décembre 1990 et 13 décembre 1991,

Constatant avec satisfaction que les principes fondamentaux d'un nouvel ordre constitutionnel, énoncés dans la Déclaration, sont largement acceptés en Afrique du Sud,

Ayant présentes à l'esprit les résolutions qu'elle a adoptées sur la question depuis 1977 et, en particulier, sa résolution 1991/17 du 1er mars 1991,

Tenant compte des décisions pertinentes adoptées par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, en particulier lors de sa vingt-septième session ordinaire, tenue à Aboudja, du 3 au 5 juillet 1991 (A/46/390, annexe II),

Prenant acte de toutes les résolutions pertinentes de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et, en particulier, de la résolution 1991/1 qu'elle a adoptée le 20 août 1991 sans procéder à un vote,

Fermement convaincue que l'assistance, en particulier l'assistance militaire, accordée au régime minoritaire d'Afrique du Sud reste le moyen le plus efficace de maintenir le régime d'apartheid,

Considérant qu'aux termes de la Déclaration, il incombe à l'Organisation des Nations Unies et à la communauté internationale de continuer à prendre toutes les mesures nécessaires pour éliminer l'apartheid, notamment en se conformant au programme d'action contenu dans la Déclaration,

Prenant acte de la déclaration faite par le Rapporteur spécial de la Sous-Commission, M. Ahmed Khalifa, lorsqu'il a présenté son rapport mis à jour (E/CN.4/Sub.2/1992/12 et Add.1), selon laquelle, compte tenu des événements récents, la poursuite de la mise à jour de la liste des institutions qui

page 4

apportent un appui au régime de l'Afrique du Sud, liste figurant dans l'additif au rapport, ne répondait plus aux objectifs pour lesquels elle avait été instituée,

1. Exprime ses remerciements au Rapporteur spécial de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités pour son rapport mis à jour;

2. Réaffirme son appui à la lutte légitime que le peuple sud-africain mène pour l'élimination totale de l'apartheid et pour l'instauration d'une Afrique du Sud unie, non raciale et démocratique, où tous les habitants, sans distinction de race, de couleur, de sexe ou de croyance, jouiront des mêmes libertés fondamentales et des mêmes droits de l'homme et droits économiques et sociaux;

3. Condamne l'assistance prêtée à l'Afrique du Sud, en particulier dans les domaines nucléaire et militaire, et exprime sa conviction que cette assistance constitue un acte d'hostilité à l'égard du peuple d'Afrique du Sud et des Etats voisins;

4. Note avec satisfaction les importantes mesures prises par de nombreux Etats, parlementaires, institutions, syndicats et organisations non gouvernementales en vue de faire pression sur l'Afrique du Sud, et leur demande de maintenir ces efforts afin de contraindre les autorités sud-africaines à respecter les résolutions et les décisions de l'Organisation des Nations Unies sur l'Afrique du Sud;

5. Demande à tous les gouvernements qui ne l'ont pas encore fait de prendre les mesures nécessaires pour mettre un terme à la coopération militaire avec l'Afrique du Sud ainsi qu'à l'assistance dans la fabrication d'armes et de fournitures militaires en Afrique du Sud et, en particulier, de cesser toute collaboration avec l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire;

6. Engage la communauté internationale à prêter toute l'assistance possible aux Etats de première ligne et aux Etats voisins pour permettre à leur économie de se remettre des effets d'années de déstabilisation;

7. Demande à tous les gouvernements de continuer d'exercer à bon escient des pressions mesurées à l'égard de l'Afrique du Sud jusqu'à ce qu'un accord ait été conclu sur des arrangements transitoires et les modalités d'élaboration et d'adoption d'une nouvelle constitution et sur la tenue d'élections, afin que le pays s'engage irréversiblement dans la voie de l'édification d'une Afrique du Sud unie, démocratique et non raciale;

8. Engage la communauté internationale, les institutions spécialisées et les organisations gouvernementales et non gouvernementales à accroître leur aide humanitaire et juridique aux victimes de l'apartheid, aux réfugiés et exilés qui regagnent le pays et aux prisonniers politiques libérés;

9. Engage en outre la communauté internationale à accroître le concours matériel, financier et autre apporté aux victimes et aux adversaires de l'apartheid, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé, du logement et de la protection sociale;

10. Prie le Secrétaire général de continuer à assurer la coordination des activités des organismes des Nations Unies liées à l'application de la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe, à suivre l'application de la Déclaration et à prendre les initiatives voulues pour faciliter tous les efforts visant à l'élimination de l'apartheid;

11. Invite le Secrétaire général à faire rapport sur la mise en oeuvre de la présente résolution à la cinquantième session de la Commission;

12. Invite aussi le Secrétaire général à assurer au rapport la plus large diffusion possible, à le faire paraître comme publication des Nations Unies et à le mettre à la disposition des sociétés savantes, centres de recherche, universités, associations politiques et humanitaires ou autres groupes intéressés;

13. Décide d'examiner les questions soulevées par la présente résolution à sa cinquantième session au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Conséquences néfastes, pour la jouissance des droits de l'homme, de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée au régime raciste et colonialiste de l'Afrique du Sud".

43ème séance
26 février 1993

[Adoptée par 30 voix contre 12, à la suite d'un vote par appel nominal.
Voir chap. VI.]

1993/19. Surveillance du passage à la démocratie en Afrique du Sud

La Commission des droits de l'homme,

Prenant acte de la résolution 1992/6 de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, en date du 21 août 1992,

Recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de résolution suivant :

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1992/3 du 20 juillet 1992,

Notant que M. Ahmed Khalifa, rapporteur spécial, lorsqu'il a présenté son dernier rapport (E/CN.4/Sub.2/1992/12 et Add.1), a déclaré que, compte tenu des événements récents, il conviendrait de cesser d'établir la liste des institutions qui appuient le régime sud-africain,

Notant également qu'il est primordial de surveiller le processus qui conduira à la démocratie et à la justice sociale en Afrique du Sud,

1. Exprime sa satisfaction au Rapporteur spécial, M. Ahmed Khalifa, pour sa contribution considérable à la cause de l'élimination de la politique d'apartheid;

2. Adresse ses remerciements à tous les gouvernements et à toutes les organisations qui ont fourni des renseignements au Rapporteur spécial;

3. Autorise la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à confier à Mme Judith Sefi Attah le soin de présenter chaque année un rapport sur le passage à la démocratie en Afrique du Sud qui indiquera entre autres choses :

a) Les mesures prises, conformément aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, pour prévenir les violences entre les différents groupes en Afrique du Sud;

b) Les mesures prises pour ouvrir une enquête en cas d'allégations faisant état du rôle joué par les forces de sécurité sud-africaines dans l'encouragement des violences, et les mesures prises pour résoudre ce problème;

c) Les mesures prises pour garantir la participation politique, dans des conditions d'égalité, de tous les Sud-Africains, y compris ceux qui, sous le régime d'apartheid, ont été transférés dans les prétendus "homelands";

d) Les mesures prises pour que tous les Sud-Africains puissent jouir sans discrimination des droits économiques et sociaux;

e) La nature des obstacles entravant la démocratisation de l'Afrique du Sud et les moyens de les supprimer.

4. Prie le Secrétaire général d'accorder au Rapporteur spécial toute l'aide dont il peut avoir besoin dans l'exercice de son mandat.

43ème séance
26 février 1993

[Adoptée sans vote. Voir chap. VI.]

1993/20. Mesures à prendre pour lutter contre les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant ses résolutions 1991/11, du 22 février 1991, et 1992/8, du 21 février 1992,

Rappelant aussi sa résolution 1992/41 du 28 février 1992 sur les droits de l'homme et les procédures d'étude d'une question donnée,

Rappelant en outre les résolutions 1990/1 et 1990/2, du 20 août 1990, et 1992/5 du 21 août 1992, de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Ayant présente à l'esprit la résolution 45/105, en date du 14 décembre 1990, de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci déclarait une fois de plus que toutes les formes de racisme et de discrimination raciale, notamment les formes institutionnalisées telles que l'apartheid ou celles qui découlaient de doctrines officielles de supériorité ou d'exclusivité raciales, comptaient parmi les violations les plus graves des droits de l'homme dans le monde contemporain et devaient être combattues par tous les moyens,

page 8

Considérant qu'en dépit des efforts de la communauté internationale, les deux décennies de lutte contre le racisme et la discrimination raciale n'ont pas atteint leurs principaux objectifs et que des millions d'êtres humains continuent, aujourd'hui encore, d'être victimes de diverses formes de racisme, de discrimination raciale et de l'apartheid,

Consciente de la différence fondamentale existant entre, d'une part, le racisme et la discrimination raciale érigés en politique gouvernementale institutionnalisée, telle que l'apartheid, ou découlant de doctrines officielles de supériorité ou d'exclusivité raciales et, de l'autre, d'autres formes de racisme, de discrimination raciale et de xénophobie et l'intolérance associées à celles-ci qui se manifestent dans certaines couches de la société dans bien des pays de la part de particuliers ou de groupes,

Consciente aussi que l'impunité dont bénéficient les crimes motivés par des comportements racistes et xénophobes contribue à affaiblir l'Etat de droit et a tendance à encourager ces crimes,

Notant avec inquiétude que dans de nombreuses régions du monde, en dépit de tous les efforts, le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance et les actes de violence qu'ils suscitent, n'ont pas disparu et se manifestent notamment dans les pays développés,

Préoccupée aussi de constater que dans de nombreuses régions du monde des minorités ethniques, culturelles, linguistiques, religieuses et autres souffrent de discrimination et de traitement discriminatoire,

Consciente de l'ampleur croissante des phénomènes du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée dans certaines couches de la société dans bien des pays ainsi que de leurs conséquences pour les travailleurs migrants,

Consciente que les fléaux du racisme et de la discrimination prennent sans cesse des formes nouvelles exigeant un réexamen périodique des méthodes utilisées pour les combattre,

Convaincue toutefois que le racisme et la discrimination raciale sous quelque forme que ce soit sont intensifiés, entre autres, par les conflits liés aux ressources économiques, dans les pays développés aussi bien que dans les pays en développement, et que le meilleur moyen de les conjurer est de recourir à une combinaison de mesures d'ordre économique, législatif et éducatif,

Réaffirmant que tous les droits et libertés fondamentales de l'homme - droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que droits civils et politiques - sont indissociables et interdépendants,

Convaincue qu'il est nécessaire que l'Assemblée générale proclame une troisième décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui devrait commencer en 1993, afin d'intensifier les efforts internationaux dans ce domaine, en particulier par la coopération économique internationale,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur les mesures à prendre pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale, présenté à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à sa quarante-quatrième session (E/CN.4/Sub.2/1992/11),

1. Prend acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général et se déclare profondément inquiète devant les informations faisant état d'incidents graves imputables au racisme, à la discrimination raciale et à la xénophobie qui se produisent dans de nombreuses régions du monde;

2. Recommande à l'Assemblée générale de prendre en temps voulu les mesures appropriées pour lancer une troisième décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, qui commencerait en 1993;

3. Souligne l'obligation qui incombe à la communauté internationale de prendre d'urgence des mesures pour éliminer totalement l'apartheid ainsi que pour combattre toutes les autres formes de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et l'intolérance qui y est associée, y compris celles qui s'exercent à l'encontre de groupes vulnérables;

4. Confirme qu'il importe, dans la lutte contre le racisme et la discrimination, de prendre des mesures économiques, sociales et dans les domaines de l'éducation et de l'information au niveau national - y compris des mesures d'ordre législatif, administratif et pénal - ainsi que des mesures au niveau international qui se complètent;

5. Reconnaît l'importance du rôle que peut jouer à cet égard la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, ainsi que la nécessité d'une coordination plus efficace entre le Centre pour les droits de l'homme et les organismes des Nations Unies qui mènent à bien des activités opérationnelles de développement;

6. Se félicite des efforts que déploie le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale pour s'acquitter de son mandat;

page 10

7. Reconnaît l'importance des activités visant à aider directement les groupes vulnérables à renforcer leur participation à la vie économique, sociale et politique de leur pays;

8. Lance un appel à tous les gouvernements pour qu'ils envisagent de ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leurs familles;

9. Demande instamment à tous les gouvernements de prendre des mesures immédiates et d'élaborer des politiques énergiques pour lutter efficacement contre le racisme et éliminer la discrimination;

10. Décide, à la lumière, en particulier, des tendances apparues récemment de désigner pour une période de trois ans un rapporteur spécial chargé de procéder à l'examen de la question des formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée et de prier celui-ci de leur faire rapport à ce sujet tous les ans, à partir de sa cinquantième session;

11. Prie le Secrétaire général de fournir au Rapporteur spécial toute l'assistance nécessaire, notamment le personnel et les ressources requis pour l'assouplissement de son mandat, en particulier pour les missions et leur suivi;

12. Recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de décision ci-après :

Le Conseil économique et social, prenant acte de la résolution 1993/20 de la Commission des droits de l'homme, en date du 2 mars 1993, approuve la décision de la Commission de désigner pour une période de trois ans un rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, approuve aussi la demande faite par la Commission au Secrétaire général de fournir au Rapporteur spécial toute l'assistance nécessaire, notamment le personnel et les ressources requis pour l'accomplissement de son mandat, en particulier pour la réalisation de missions et leur suivi et approuve en outre la demande adressée au Rapporteur spécial par la Commission de lui faire rapport annuellement, à partir de sa cinquantième session.

48ème séance
2 mars 1993

[Adoptée sans vote. Voir chap. XVI.]

B. Décisions

1993/102. Remerciements adressés à M. Antoine Blanca, secrétaire général adjoint aux droits de l'homme, en reconnaissance des services rendus

A sa 43ème séance, le 26 février 1993, la Commission a décidé, par acclamation, d'exprimer sa reconnaissance à M. Antoine Blanca pour les excellents services qu'il a rendus à la Commission et pour son dévouement à la cause des droits de l'homme.

[Voir chap. III.]
